

à Paul Fabra « les Echos » du 16 mai 2008 ;..., et à quelques intervenants.

Pouvoir d'achat et mondialisation

La dite crise n'en est pas une. Le marasme n'est dû qu'à la néfaste gestion de l'Etat :

- **cette gestion est financière** (équilibre de la balance) : l'équilibre de la balance ne permet d'établir des équilibres qu'avec une masse d'argent constante, à répartir entre le service public et les allocations sociales.
- **La gestion de l'Etat devrait être Economique.** L'Economie consiste à faire parvenir l'Offre à la Demande, à organiser le partage. Cela ne peut BIEN se faire qu'en prenant en compte l'Offre existante et la Demande existante, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque la Demande sans revenu du travail est désargentée.

L'Offre et la Demande sont à satisfaire en fonction des réalités issues du progrès, dans leurs deux secteurs respectifs : a) le secteur privé et b) le secteur public.

- **Le secteur privé** se débrouille tout seul. C'est le libre échange aujourd'hui mondialisé.
- **Le secteur public** est confié par les citoyens à des dirigeants qui l'organisent. Il s'agit principalement des députés qui ont finalement tous les pouvoirs, tant qu'ils ne les délèguent pas. - Le secteur public se divise en 2 : le Service Public et le service social.
 - o **Le Service Public** consiste à garantir le fonctionnement des outils fondamentaux de la liberté physique de l'ensemble des individus vivant sur le territoire. Des hôpitaux pour la santé, une armée parfaitement équipée pour la défense de nos intérêts vitaux, des transports simples et pratiques, une instruction/éducation qui rende libre et digne, la distribution du courrier et des échanges, la fourniture de l'essentiel : l'eau, l'électricité, le logement si besoin....
 - o **Le service social** sert actuellement à aider financièrement les individus démunis à vivre décemment.
Un service social bien pensé ne doit pas ressembler au service de « charité » actuel, mais à un service de partage et de perception des dividendes du progrès, tout au long de la vie et notamment à l'heure de la retraite.

Ce qui ne vas plus :

Depuis les années 80, depuis que les employés sont remplacés par des machines, depuis que les citoyens demandeurs d'emploi en surnombre sont contraints d'accepter des bas salaires pour survivre, depuis qu'un nombre croissant de citoyens se trouve naturellement dans la dèche, le service social n'est pas équipé pour répondre à leurs besoins.

La conséquence de l'impossibilité du service social à remplir sa fonction, est que les entreprises ne peuvent plus vendre leurs produits aux désargentés..., qu'il est plus intéressant pour elles d'importer (ou de fabriquer à l'étranger = kif-kif) et l'on en arrive au cercle infernal d'aujourd'hui : les produits inachetables par les désargentés du progrès font que l'Offre intérieure en arrive à diminuer. On entre à toute vapeur dans une raréfaction de l'Offre intérieure qui, si le système libéral perdure, va tout droit vers l'anéantissement.

Le système va forcément implorer si nous ne changeons pas le moteur obsolète avec lequel nous faisons fonctionner l'Etat. C'est à nous - et A NOUS SEULS les citoyens votants - de remplacer les représentants du libéralisme par ceux de l'Inoppression Active.

Explication du pourquoi ça ne vas plus :

Jusque dans la décennie 70-80, l'Offre était inférieur à la Demande et donc :

- On avait besoin de tous les citoyens pour créer l'Offre, il n'y avait pas de chômage (2% sur 2 mois au maximum pour ceux qui voulaient s'activer). Il y avait pléthore d'offres d'emploi dans tous les domaines
 - o La pléthore des offres d'emploi plaçait les entreprises dans la situation de négocier les salaires avec les employés qu'elles souhaitent embaucher.
- A partir des années 80, le progrès a remplacé les travailleurs par des machines. Le chômage allait de développer à la mesure du progrès. La pléthore des offres d'emploi s'est transformée en pléthore des demandes d'emploi.
 - o La pléthore des demandes d'emploi place les entreprises dans la situation d'imposer les salaires aux employés obligés de travailler pour survivre.

Quelle solution ?

La Cohérence Economique d'Inoppression Active répond parfaitement au problème. Nul besoin de miracle ; c'est simplement une « mécanique » qui fait « tourner » autant d'argent que de besoin.

La méthode consiste à changer les assiettes des prélèvements pour les transférer

- **des impôts et prélèvements sur le travail**
 - o tous les impôts, toutes les taxes, toutes les charges, excepté les taxes douanières
- **sur la consommation**
 - o de façon suffisamment élevée pour doter TOUS les citoyens, travaillant ou non, sans discrimination, pour que les chômeurs notamment puissent enfin consommer, librement et dignement. L'argent social circulant encourage ainsi l'activité et le sens de la vie.

Autres notes à propos de l'article de Paul Fabra

Summers préconise une coopération poussée des principaux Etats en matière de fiscalité, de régulation, de normes minimales du travail. Il dit que cette coopération serait la bienvenue si on en définissait le cadre et le fonctionnement.

Oui, BRAVO; C'est ce que permet de faire concrètement la cohérence Economique d'Inoppression Active.

« préconiser », c'est bien..., mais ça fait 30 ans que ça dure !

Pouvoir le faire, c'est primordial !

Le faire, c'est facile..., avec l'Inoppression active mise en place.

Aux Urnes, Citoyens !

La notion d'avantage comparatif dérivée de l'œuvre de Ricardo est au cœur du débat. Certes, l'avantage comparatif justifie la liberté mondiale du commerce : Vive le libre échange..., mais le libre échange est du domaine du secteur privé. Il n'a rien à voir avec les obligations du secteur public. Fondre le fonctionnement du secteur privé avec celui du secteur public, c'est de l'incohérence économique... ; c'est l'actuel libéralisme.

La mondialisation n'est pas une revanche des « capitalistes ». C'est tout au mieux, avec le libéralisme obsolète et mourant, leur baroud d'honneur !

De l'Inoppression Active à frada37 :

« Les seuls « avantages concurrentiels » qui nous restent, sont de faire payer, comme les Américains, nos dépenses par les autres...ce système a ses limites ».

Oui, et pour être parfaitement clair, les Américains piquent leur Offre dans tous les pays du Monde en commençant par les plus pauvres..., au moyen des habituels prêts dont les intérêts permettent de rafler les matières premières et les produits de nécessité dont ces pays ont pourtant besoin.

De l'Inoppression Active à jbmattret

«.../la maximisation du profit ne serait pas critiquable dans l'absolu »

OUI, à condition que la gestion des Etats ne soit pas abandonnée face au Libre échange. Pour que le libre-échange fonctionne bien, il est nécessaire que l'Etat adapte les capacités de l'offre aux réalités de la Demande.

« Le capitalisme synonyme de prises de risques implique une quantité de capitaux propres »

autant que de besoin. Mais si c'est un B.A. ba d'un commerce privé bien pensé, la sphère publique n'a pas la nécessité AUJOURD'HUI de s'y impliquer.

De l'Inoppression Active à miaou

« Cet article illustre bien à quel point les économistes utilisent volontiers des modèles simplistes et en contradiction avec la nature humaine. Les effets pervers de ce que préconise le modèle sont laissés à la bienveillance des acteurs économiques .(sic)

Le modèle explicité - celui de Ricardo - est en plus contradictoire avec la réalité internationale : l'économie ne gouverne réellement que ceux qui ont renoncé à la politique pour l'argent-roi. Autrement dit, tous les pays n'ont pas renoncé au long terme !

Par ailleurs, le fait de mettre en parallèle la nécessaire spécialisation entre individus et une supposée nécessaire spécialisation entre pays, est caricaturale. Comme si, par exemple, les sous-traitants d'hier n'étaient pas devenus les concurrents d'aujourd'hui, phénomène naturel pour qui a un minimum de culture industrielle, donc pas pour la plupart des économistes.

De plus, implicitement, le cours des devises est supposé refléter les échanges marchands et non financiers. »

Oui, Miaou vous avez vu clair ; bravo

« L'économie n'est pas une science expérimentale. »

Pour nos apprentis-sorciers du gouvernement, c'en est une..., hélas !